



Dispr.  
GENERALE  
S/3142  
23 novembre 1953  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI  
LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en est leur examen à la date du 21 novembre 1953, l'exposé succinct ci-après :

1. Question iranienne (voir S/1456).
2. Accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte et organisation de la force armée mise à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/1456).
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/1456).
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir S/1456).
5. Réglementation et réduction des armements de type classique et des forces armées (voir S/1456 et S/2527).
6. Désignation d'un gouverneur pour le Territoire libre de Trieste (voir S/1456, S/3114, S/3123 et S/3135).
7. Question égyptienne (voir S/1456).
8. Question indonésienne (voir S/1456).
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/1456).
10. Procédure d'application des Articles 87 et 88 de la Charte concernant les îles du Pacifique sous la tutelle stratégique des Etats-Unis d'Amérique (voir S/1456).
11. Demandes d'admission (voir S/1456, S/2451 et S/2679).
12. Question palestinienne (voir S/1456, S/1864, S/1878, S/1904, S/1912, S/2104, S/2114, S/2150, S/2164, S/2258, S/2280, S/2303, S/2325, S/3123, S/3134 et S/3138).

A sa 638<sup>ème</sup> séance, tenue le 16 novembre 1953, le Conseil de sécurité a poursuivi la discussion générale sur la partie de ce point de son ordre du jour qui est intitulée "Mise en oeuvre et respect des conventions d'armistice général, eu égard notamment aux récents actes de violence et, en particulier, à l'incident survenu à Kibya les 14 et 15 octobre : rapport du Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve".

Le 18 novembre, a été distribué un projet de résolution (S/3139) dont les auteurs étaient les délégations de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique. Aux termes de ce projet, le Conseil de sécurité, rappelant les résolutions qu'il a prises antérieurement sur la question de Palestine et prenant note des rapports récemment présentés par le Chef d'état-major, ainsi que des déclarations faites au Conseil par les représentants de la Jordanie et d'Israël : (A) constate que l'action de représailles entreprise à Kibya par les forces armées d'Israël constitue une violation des dispositions de la résolution du Conseil de sécurité du 15 juillet 1948 qui concernent la suspension d'armes, et est incompatible avec les obligations que font aux parties la Convention d'armistice général et la Charte exprime sa plus profonde désapprobation de cette action, qui ne peut que compromettre les chances du règlement pacifique que les deux Parties doivent rechercher, et requiert Israël de prendre des mesures efficaces pour prévenir toutes actions semblables dans l'avenir; (B) constate qu'un important ensemble de faits indique que des personnes qui ne sont pas autorisées à le faire franchissent la ligne de démarcation et que des actes de violence résultent souvent de cette situation, et demande au Gouvernement de la Jordanie de continuer à renforcer les mesures qu'il a déjà adoptées pour empêcher ces franchissements, rappelle aux Gouvernements d'Israël et de la Jordanie l'obligation qu'ils ont contractée de prévenir tous actes de violence des deux côtés de la ligne de démarcation, et invite ces Gouvernements à assurer la coopération effective de leurs forces locales de sécurité; (C) réaffirme qu'il est essentiel, pour réaliser par des moyens pacifiques des progrès vers un règlement durable des questions pendantes entre elles, que les Parties se conforment aux obligations que leur font la Convention d'armistice général et les résolutions du Conseil de sécurité, souligne l'obligation qui incombe aux Gouvernements d'Israël et de la Jordanie de coopérer pleinement avec le Chef d'état-major, demande au Secrétaire général d'étudier avec le Chef d'état-major les meilleurs moyens de renforcer l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve et de fournir le personnel supplémentaire et toute aide que le Chef d'état-major pourrait demander pour l'accomplissement de sa mission, et demande au Chef d'état-major de faire rapport au Conseil, dans les trois mois, sur les recommandations qu'il pourrait juger appropriées en ce qui concerne la mise en oeuvre et le respect des Conventions d'armistice général, spécialement au regard des dispositions du présent projet de résolution.

A sa 640ème séance, tenue le 20 novembre, les trois auteurs du projet de résolution ci-dessus ont pris la parole pour présenter ce projet au Conseil de sécurité. Le Conseil a ensuite poursuivi la discussion générale à ce sujet.

A sa 639ème séance, tenue le 18 novembre, le Conseil a poursuivi la discussion générale au sujet de la plainte portée contre Israël par la Syrie au sujet des travaux entrepris sur la rive occidentale du Jourdain dans la zone démilitarisée.

13. Question Indo-Pakistan (voir S/1456, S/1463, S/1472, S/1479, S/2025, S/2058, S/2070, S/2132, S/2416, S/2527, S/2845 et S/2890).
14. Question tchécoslovaque (voir S/1456).
15. Question du territoire libre de Trieste (voir S/1456).
16. Question du Haïdérabad (voir S/1456).
17. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948 par les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique (voir S/1456).
18. Contrôle international de l'énergie atomique (voir S/1456).
19. Plainte pour invasion armée de l'île de Formose (Taïwan) (voir S/1774, S/1785, S/1831, S/1912 et S/1928).
20. Plainte pour bombardement aérien du territoire de la Chine (S/1774, S/1785, S/1803 et S/1811).
21. Plainte contre le Gouvernement de l'Iran pour non-observation des mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice dans l'affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company (voir S/2364 et S/2398).
22. Proposition d'inviter les Etats à adhérer au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition de l'emploi de l'arme bactérienne (voir S/2679 et S/2687).
23. Demande d'enquête au sujet d'un prétendu recours à la guerre bactérienne (voir S/2687 et S/2693).

-----